

Subsides

Je crains pour l'avenir d'un pays qui devra emprunter plus de 100 milliards rien que pour les projets de production d'énergie. Si cela arrive, nous ne serons rien de plus qu'un satellite des États-Unis et un satellite des grosses sociétés multinationales. Nous fournirons toujours davantage de matières premières et, de plus en plus, notre rôle se limitera à celui de bûcherons et de porteurs d'eau. Je ne crois pas que nous devions en arriver là, car nous pouvons transformer notre économie et ce, de façon vraiment valable.

J'espère que le ministre prendra la parole aujourd'hui pour nous parler des modifications qu'il compte apporter à la politique commerciale du Canada. J'espère qu'il ne se contentera pas de reprendre ses promesses habituelles, de nous dire que nous allons créer quelques nouvelles missions commerciales, nous efforcer de vendre à tout prix, redoubler d'amabilité et chercher à nous assurer de nouveaux débouchés. Nous ne voulons plus de ces paroles creuses. Nous voulons un changement d'orientation réel et concret. Pourquoi ne pouvons-nous pas dire que nous n'avons nullement besoin du pipe-line de la Vallée du Mackenzie pour le moment, que les travaux n'auront donc pas lieu et que nous émettrons un moratoire en rendant cette décision? S'il nous faut emprunter, nous pourrions utiliser ces fonds de façon beaucoup plus intelligente. Nous pourrions utiliser les ressources de notre pays, planifier notre économie, transformer nos matières premières et décentraliser l'industrie de notre pays, afin que tous les Canadiens en profitent davantage.

Étant originaire des Prairies, je suis écœuré de voir chaque année nos produits alimentaires expédiés à l'état brut ou, éventuellement, transformés à Toronto la plupart du temps. Ce genre de chose pourrait prendre fin si notre gouvernement s'attachait à la planification et la redistribution des richesses entre les régions et renonçait à vouloir toujours complaire aux grandes sociétés multinationales.

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de participer au débat cet après-midi au nom de mon collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson), qui, comme chacun sait, est en voyage d'affaires en Asie du Sud-est et s'efforce d'y obtenir ce que réclament vivement les députés, c'est-à-dire de nouveaux marchés d'exportation. Cependant, en écoutant le débat cet après-midi, je dois dire que j'ai éprouvé une curieuse d'impression. Premièrement, qui a lancé le débat? C'est une journée de l'opposition, ce sont donc les conservateurs qui ont soulevé le débat. Ils ont un nouveau chef et ils se préoccupent réellement, disent-ils, des ventes d'exportation.

Une voix: Il n'y a pas de chef ici.

M. Gillespie: Il n'y a pas de chef, c'est vrai. Le premier député qui a pris la parole, le représentant de York-Simcoe (M. Stevens), a disparu dès la fin de son exposé. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a demandé s'il pouvait prendre la parole à sa suite...

Des voix: Oh, oh!

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, J'aimerais souligner à l'attention de la Chambre que l'avion que le député de York-Simcoe (M. Stevens) a pris pour venir de Toronto ou de Hamilton cet après-midi avait du retard. Le député est

arrivé ici à temps pour présenter la motion de l'opposition. Il se prépare actuellement à des réunions de comité qui auront lieu ce soir, et je ne pense pas que ce genre de coup bas porté par le ministre...

Des voix: Oh, oh!

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je comprends la raison de la vive réaction des députés conservateurs d'en face. Ils se sont posés devant le peuple canadien, au cours de leur congrès à la direction comme le parti avant-gardiste du Canada. Ils allaient faire connaître à la population les prises de position qu'ils préconisent et ne pas se contenter d'indiquer celles qu'ils contestent. Mais ils s'intéressent tant à dire tout ce qu'ils préconisent qu'ils en quittent même la Chambre. Il n'y en a peut-être qu'une demi-douzaine à la Chambre actuellement et c'est aujourd'hui un jour de l'opposition.

Des voix: Quelle honte!

M. Gillespie: Il est difficile de prendre les conservateurs au sérieux et je me demande si les Canadiens pourront vraiment le faire.

Des voix: Bravo!

M. Gillespie: J'ai la plus grande estime pour le whip du parti conservateur, et je me contenterai de lui dire qu'il devrait vérifier ses listes pour voir quelles sont les séances de comité qui se tiendront ce soir et vérifier s'il est vraisemblable que les deux députés qui sont intervenus aujourd'hui y assistent. Je lui laisse ce soin, mais nous avons notre idée là-dessus. Je crois que le comité qui doit se réunir est celui des privilèges et élections.

En écoutant d'ailleurs les deux interventions de ces conservateurs, je me demandais s'il était possible qu'ils appartiennent tous deux au même parti. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain aurait voulu nous voir instituer une compagnie nationale d'import-export—plus particulièrement une compagnie d'achat—qui achèterait du riz chinois. Il a été très précis; il a bien précisé du riz chinois. A son avis, le gouvernement devrait créer une compagnie nationale qui irait acheter du riz en Chine. J'aimerais demander au député et à d'autres de son parti, si c'est là la nouvelle doctrine du parti conservateur. Voudraient-ils vraiment qu'on institue une compagnie nationale chargée de faire des achats à l'étranger et de vendre ensuite ces marchandises au Canada, quitte à concurrencer ainsi le secteur privé? En d'autres termes, est-ce que les conservateurs pensent vraiment entrer dans le jeu interventionniste à grande échelle? Sont-ils en train de rejeter le système de libre entreprise d'un côté et de le cautionner de l'autre?

Des voix: Bravo!

● (1650)

L'Orateur suppléant (M. Turner): Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) invoque le Règlement.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, à l'appui de mon point de vue, je me demande si le ministre voudrait bien dire ce qu'il pense des entreprises que j'ai mentionnées—Favex et Excan—qui ne sont pas des sociétés de la Couronne selon la formule libérale, mais des sociétés privées.